

Le déclin précipité de l'hégémonie américaine

par Michael T. Klare

28 octobre 2009

Les prédictions sur un probable déclin de l'hégémonie américaine sont récurrentes. La CIA elle-même s'était récemment livrée à cet exercice, prévoyant qu'à l'horizon 2025, le statut des USA serait révisé à la baisse et leur latitude d'action diminuée d'autant. Mais la crise économique a dramatiquement accéléré la marche de l'histoire. Lors de son audition par les sénateurs américains au printemps dernier, l'économiste Martin Wolf avait annoncé que la crise allait « porter un coup dévastateur à la crédibilité et la légitimité des États-Unis à travers le monde. »

Aujourd'hui, les indices de cet affaiblissement sont déjà sensibles sur tous les fronts. Michael Klare en recense six, parmi lesquels le remplacement du G7 par le G20, la remise en cause du dollar, le rôle accru du groupe BRIC, le renforcement des liens entre l'Iran et la Chine, et le refus des alliés d'envoyer des renforts en Afghanistan. A ce catalogue il conviendrait d'ajouter le récent refroidissement des relations avec le Japon, sans oublier la nouvelle orientation de la Turquie, qui elle aussi resserre ses liens avec l'Iran et s'éloigne d'Israël. Bienvenue donc, dès aujourd'hui, dans ce nouveau monde des années 2025.



Par Michael T. Klare, TomDispatch, 26 octobre 2009

Note à l'attention de la CIA : Vous n'êtes peut-être pas préparés à voyager dans le temps, mais bienvenue quand même en 2025 ! Vos bureaux sont peut-être un peu exigus, vos droits à exiger de meilleurs locaux se sont sans doute évaporés, et les avantages annexes ne seront peut-être pas à votre goût, mais il faudra vous y habituer. Car telle sera désormais la réalité.

Trêve de plaisanterie. Passons maintenant à la version sérieuse de ce qui précède :

En Novembre 2008, le National Intelligence Council (NIC), une branche de la Central Intelligence Agency, a publié le dernier rapport d'une série de publications futuriste, destinées à défricher le terrain pour la future administration Obama. Cette consultation de boule de cristal analytique s'est conclue par un rapport intitulé « Tendances mondiales 2025 », où l'agence prédit que l'hégémonie américaine tendrait à disparaître progressivement au cours des 15 prochaines années - parallèlement à la montée de nouvelles puissances mondiales, en particulier la Chine et l'Inde.

Ce rapport examinait de nombreux aspects de l'environnement stratégique du futur, mais sa conclusion la plus remarquable - et qui a fait les unes - était celle d'une érosion à long terme de la domination américaine et de l'émergence de nouveaux concurrents mondiaux. « *Bien que les États-Unis puissent rester l'acteur le plus puissant [en 2025]* », *constatait sans ambages cette étude, la « puissance relative - même dans le domaine militaire - diminuera et les moyens d'actions des USA seront plus limités. »*

Ce rapport, appartient déjà au passé. Aujourd'hui, quelques 11 mois plus tard, les choses ont déjà changé. Ces prédictions futuristes devront être adaptées aux réalités rapidement changeantes de la situation actuelle. Bien qu'ayant été publié après le début de la crise économique mondiale, ce rapport a été rédigé avant que cette crise n'atteigne son maximum. Il affirmait donc que le déclin de la puissance américaine serait graduel, s'étendant au-delà de l'horizon de 15 ans qui était celui de l'étude. Mais la crise économique et les événements qui l'ont accompagné ont radicalement bouleversé ce calendrier. À la suite des énormes pertes subies par l'économie américaine durant l'année écoulée, et d'un redémarrage surprenant de l'économie chinoise, la transition des pouvoirs que ce rapport prévoyait s'est accélérée. Lorsque l'on examine les faits, cette année 2025 est déjà là.

De nombreux événements prévus par le « Global Trends 2025 » se sont en fait déjà déroulés. Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine - désignés collectivement par l'acronyme BRIC - jouent déjà un rôle beaucoup plus actif dans les affaires économiques mondiales, alors que le rapport prévoyait que cela ne serait le cas que dans une décennie ou deux. Dans le même temps, la position mondiale dominante auparavant monopolisée par les États-Unis avec l'aide des grandes puissances industrielles occidentales - le Groupe des 7 (G-7) - s'est déjà affaiblie à un rythme remarquable. Les pays qui autrefois demandaient conseil aux États-Unis sur les grandes questions internationales ignorent maintenant les recommandations de Washington et développent au contraire leurs propres réseaux politiques autonomes.

Les États-Unis sont de moins en moins enclins à déployer leurs forces armées à l'étranger alors que les puissances rivales augmentent leurs propres capacités militaires et que les acteurs non étatiques recourent aux tactiques « asymétriques » pour contrecarrer l'avantage de la puissance de feu conventionnelle dont disposent les États-Unis.

Personne ne semble le dire haut et fort - pour le moment - mais exprimons les choses crûment : après que moins d'un an se soit écoulé sur les 15 années qu'analysait le rapport de la CIA, la période de la domination incontestée de l'Amérique sur le

monde est arrivée à son terme. Cela pourra prendre une décennie ou deux (ou trois) avant que les historiens ne soient capables de porter leurs regards en arrière et de se prononcer avec certitude sur « *le moment où les Etats-Unis ont cessé d'être la puissance dominante de la planète et ont été forcés de se comporter comme un acteur majeur parmi d'autres dans un monde où existent plusieurs grandes puissances rivales.* » Cependant, pour les esprits observateurs, les indices de cette grande transition sont déjà visibles.

Six étapes vers un destin de nation ordinaire

Voici la liste de six événements récents qui indiquent selon moi que nous sommes entrés en « 2025 » dès aujourd'hui. Tous les six ont été rapportés par les médias ces dernières semaines, bien qu'ils n'aient jamais été mis en perspective tous ensemble. Ces six événements (ainsi que d'autres, semblables) forment un motif : ils dessinent une nouvelle ère en formation.

1. Lors du sommet économique mondial de Pittsburgh, les 24 et le 25 septembre, les dirigeants des grandes puissances industrielles, le G-7 (G-8 si l'on inclut la Russie) ont accepté de transférer la responsabilité de la supervision de l'économie mondiale à un groupe plus vaste, plus ouvert : le Groupe des 20 (G-20), incluant la Chine, l'Inde, le Brésil, la Turquie, et d'autres pays en développement. Bien que des doutes aient été soulevés quant à la capacité de ce groupe élargi à exercer un leadership efficace au niveau mondial, il ne fait aucun doute que cette transformation signale un déplacement de la puissance économique dans le monde, de l'Ouest en direction de l'Est et le Sud. Ce déplacement entérine une baisse considérable de la prééminence économique américaine.

« La véritable signification du G-20 n'est pas celle d'un passage de relais du G-7/G-8 mais du G-1 : les États-Unis », a écrit dans le Financial Times Jeffrey Sachs de l'Université de Columbia. « Durant les 33 années du Forum économique du G-7, les États-Unis ont impulsé les décisions économiques les plus importantes. » Le déclin du leadership américain au cours de ces dernières décennies a été obscurci par l'effondrement de l'Union soviétique et par l'avance initiale acquise par les USA dans les technologies de l'information, note également Jeffrey Sachs, mais on ne peut plus désormais se méprendre sur cette transition du pouvoir économique des Etats-Unis en direction de la Chine et des autres locomotives des économies émergentes.

2. Selon la presse, les rivaux économiques de l'Amérique ont tenu des réunions secrètes (mais pas tant que cela) afin d'étudier une réduction du rôle du dollar US - qui perd de sa valeur - dans le commerce international. Jusqu'à présent, l'utilisation du dollar comme devise internationale procurait aux États-Unis un avantage économique important : ils pouvaient simplement imprimer des dollars pour faire face à leurs obligations internationales alors que les autres pays doivent convertir leurs propres devises en dollars, ce qui entraîne souvent des surcoûts significatifs.

Désormais, nombre de grands pays exportateurs - dont la Chine, la Russie, le Japon, le Brésil et les pays pétroliers du golfe Persique - envisagent l'utilisation de l'euro, ou d'un « panier » de monnaies pour leurs échanges commerciaux. S'il est adopté, un tel plan accélérerait la chute vertigineuse du cours du dollar et éroderait encore davantage l'influence américaine sur les affaires économiques internationales.

L'une de ces rencontres aurait eu lieu cet été lors d'un sommet des BRIC. Alors qu'il ne s'agissait que d'un concept il y a un an, lorsque le terme de BRIC a été inventé par l'économiste en chef de Goldman Sachs, le groupe des BRIC est devenu une réalité en juin lorsque les dirigeants des quatre pays ont tenu une session inaugurale à Iekaterinbourg, en Russie.

Le fait même que le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine aient choisi de se constituer en groupe a été considéré comme significatif, car ces pays rassemblent conjointement environ 43% de la population mondiale et devraient représenter 33% du produit intérieur brut mondial d'ici 2030 - à peu près autant que les États-Unis et l'Europe occidentale à cet horizon. Bien que les dirigeants du groupe BRIC aient décidé à ce stade de ne pas former un organe permanent comme le G-7, ils sont convenus de coordonner les efforts visant à développer des alternatives au dollar et à réformer le Fonds Monétaire International, pour que les pays non occidentaux y disposent d'une voix plus forte.

3. Sur le front diplomatique, les efforts de Washington pour obtenir le soutien d'une pression internationale accrue sur l'Iran afin qu'il mette un terme à son programme d'enrichissement d'uranium ont été rejetés par la Russie et la Chine. Un mois après que le président Obama ait annulé le projet de déploiement d'un système anti-missiles en Europe orientale, souhaitant apparemment obtenir le soutien russe sur une position plus dure envers Téhéran, les hauts dirigeants russes ont clairement indiqué qu'ils n'avaient aucune intention de cautionner un renforcement des sanctions contre l'Iran. « Les menaces, les sanctions et les pressions dans la situation actuelle, nous en sommes convaincus, seraient contre-productifs », a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey V. Lavrov, après une réunion avec le secrétaire d'État Hillary Clinton à Moscou le 13 octobre.

Le lendemain, le Premier ministre russe Vladimir Poutine déclarait que la menace de sanctions était « prématurée ». Étant donné les risques politiques qu'a pris Obama en annulant le programme de bouclier anti-missiles - une mesure largement condamnée par les Républicains à Washington - le refus rapide de Moscou de coopérer avec les États-Unis sur le dossier nucléaire iranien ne peut être interprété que comme un signe supplémentaire du déclin de l'influence américaine.

4. On peut tirer exactement la même conclusion après la réunion de haut niveau qui s'est tenue à Pékin le 15 octobre entre le Premier ministre chinois Wen Jiabao et le premier vice-président iranien, Mohammad Reza Rahimi. « Les relations sino-iraniennes ont connu un développement rapide, depuis que les dirigeants des deux pays ont de fréquents échanges et que la coopération dans le commerce et l'énergie s'est élargie et approfondie », a déclaré M. Wen, au Palais du Peuple. Intervenant à un moment où les États-Unis sont engagés dans une campagne diplomatique vigoureuse pour persuader la Chine et la Russie, entre autres, de réduire leurs liens commerciaux avec l'Iran, en prélude au renforcement des sanctions, cette déclaration chinoise ne peut être considérée que comme une nette rebuffade en direction de Washington.

5. Les tentatives de Washington pour obtenir un soutien international à l'effort de guerre allié en Afghanistan ont également rencontré des réponses étonnamment décevantes. Pour preuve, la manifestation de soutien réticent à l'effort de guerre américain du Premier ministre britannique Gordon Brown lorsqu'il a annoncé le 14

octobre que la Grande-Bretagne enverrait davantage de troupes pour renforcer le contingent britannique dans ce pays - mais seulement 500 de plus, et seulement si d'autres nations européennes augmentaient leur participation militaire, chose qu'il sait sans doute hautement improbable. Jusqu'à aujourd'hui, ce minuscule contingent provisoire représente le total des troupes supplémentaires que l'administration Obama a été en mesure d'obtenir de ses alliés européens, et ce en dépit d'une campagne diplomatique soutenue pour le renforcement de la force combinée de l'OTAN en Afghanistan. En d'autres termes, même l'allié le plus fidèle et docile des USA en Europe ne semble plus disposé à supporter le poids de ce qui est largement perçu comme une couteuse et épuisante aventure militaire américaine dans le Grand Moyen-Orient.

6. Enfin, en un geste dont la portée symbolique est frappante, le Comité International Olympique (CIO) a choisi d'ignorer Chicago (de même que Madrid et Tokyo) et désigné Rio de Janeiro pour la tenue des Jeux Olympiques d'été de 2016. C'est la première fois qu'une nation sud-américaine se voit décerné cet honneur. Avant le vote, Chicago était considérée comme un candidat sérieux, surtout depuis que Barack Obama, qui y a habité, s'était personnellement déplacé à Copenhague pour faire pression sur le CIO. Néanmoins, à la surprise générale, Chicago a non seulement perdu, mais a été éliminée dès le premier tour de scrutin.

« Le Brésil est passé d'un pays de deuxième classe à un pays de première classe, et aujourd'hui, nous commençons à être considéré avec le respect que nous méritons », a déclaré le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, lors d'une célébration de la victoire à Copenhague après le vote. Durant ce processus de décision des Olympiades les États-Unis se sont vus sans ménagement et ostensiblement rétrogradés du rang de seule superpuissance à celui de compétiteur malchanceux, et ce moment symbolisait l'entrée de la planète dans une nouvelle ère.

Devenir un pays ordinaire

Ce ne sont que quelques exemples de développements récents qui me laissent penser que les jours de l'hégémonie américaine sont déjà arrivés à leur terme, des années plus tôt que les services de renseignement américain ne l'avaient prévu. Il est de plus en plus clair que d'autres puissances - même parmi nos plus proches alliés - poursuivent une politique étrangère de plus en plus indépendante, quelles que soient les pressions que Washington tente d'exercer.

Bien sûr, rien de tout cela n'implique que les États-Unis ne pourront pas conserver pendant un certain temps encore la plus puissante économie au monde et, en termes de capacité de destruction, la plus puissante force militaire. Néanmoins, il ne fait aucun doute que l'environnement stratégique dans lequel les dirigeants américains doivent prendre des décisions critiques, lorsque les intérêts nationaux vitaux sont en jeu, a changé de façon spectaculaire depuis le début de la crise économique mondiale.

Plus significatif encore, le président Obama et ses principaux conseillers commencent à contrecœur à remodeler la politique étrangère américaine en ayant à l'esprit cette nouvelle réalité mondiale. Cela paraît évident, par exemple, dans la décision de l'administration de réexaminer la stratégie américaine en l'Afghanistan.

C'est seulement en mars que le président a adopté une nouvelle stratégie de contre-insurrection en Afghanistan, consistant en un renforcement de la présence américaine sur le terrain, accompagné d'un engagement de longue durée pour gagner les cœurs et les esprits dans les villages où les talibans ont réapparu. C'est sur cette base qu'il a limogé le commandant en chef en Afghanistan, le général David D. McKiernan, pour le remplacer par le général Stanley A. McChrystal, considéré comme un partisan plus résolu de la contre-insurrection. Toutefois, lorsque McChrystal a présenté à Obama la facture de cette stratégie - 40 000 à 80 000 soldats supplémentaires (en plus des 20.000 et quelques renforts récemment déployés) - nombreux sont ceux qui ont pâli dans la garde rapprochée du Président.

Un tel déploiement coûtera non seulement des centaines de milliards de dollars au Trésor, ce qu'il peut difficilement se permettre, mais la pression exercée sur l'armée et le Corps des Marines peut devenir presque insupportable après ces nombreuses années de déploiements multiples et répétés et de stress en Irak. Ce prix serait plus tolérable, bien sûr, si les alliés de l'Amérique acceptaient de prendre une plus grande part de cette charge, mais ils sont de moins en moins disposés à le faire.

Les dirigeants de la Russie et la Chine ne sont sans doute pas entièrement mécontents de voir les États-Unis épuiser leurs ressources financières et militaires en Afghanistan. Dans ces circonstances, il n'est guère surprenant que le Vice Président Joe Biden, entre autres, préconise un nouveau tournant dans la politique américaine, avec une stratégie moins coûteuse de contre-terrorisme - plutôt que de contre-insurrection - qui viserait pour partie à démanteler Al-Qaïda au Pakistan - à l'aide de drones et des forces spéciales - au lieu de mobiliser de nombreuses troupes américaines (tout en laissant le niveau des forces en Afghanistan relativement inchangé).

Il est trop tôt pour prédire sur quoi va déboucher cette réévaluation par le président de la stratégie américaine en Afghanistan, mais le fait qu'il n'ait pas accepté immédiatement le plan McChrystal et ait laissé libre cours à Joe Biden pour défendre sa position suggère qu'il puisse finir par comprendre ce qu'il y aurait de déraisonnable à accroître les engagements militaires américains à l'étranger au moment où la prééminence mondiale des USA est sur le déclin.

On perçoit cette prudence d'Obama dans autres décisions prises récemment. Bien qu'il continue d'affirmer que l'acquisition d'armes nucléaires par l'Iran est inadmissible et que l'utilisation de la force pour l'en empêcher reste une option, il a clairement fait en sorte de réduire au minimum la probabilité que cette option - qui pourrait également être compromise par des « alliés » récalcitrants - soit jamais utilisée.

Par ailleurs, il a donné une nouvelle impulsion à la diplomatie américaine, en cherchant l'amélioration des liens avec Moscou et en permettant que soient repris les contacts diplomatiques avec des États précédemment considérés comme parias, tels la Birmanie, le Soudan et la Syrie. Cela reflète également la réalité de notre monde en évolution : la posture du « je vaud mieux que toi » et de l'intimidation adoptée par l'administration Bush envers ces pays et d'autres durant près de huit ans n'a que rarement permis d'obtenir quoique ce soit. On peut se représenter cela comme la reconnaissance implicite que **les États-Unis sont descendus de leur statut de « superpuissance unique » de la planète à celui de pays ordinaire.** C'est

après tout ce que font les pays ordinaires : ils engagent des pourparlers diplomatiques avec les autres pays, qu'ils aiment ou non leurs gouvernements actuels.

Bienvenue donc, dans le monde de 2025. Il ne ressemble plus à celui de notre passé récent, lorsque les États-Unis dépassaient de la tête et des épaules toutes les autres nations, et ne convient qu'assez mal aux fantasmes de puissance mondiale nés à Washington depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Mais c'est la réalité.

Pour beaucoup d'Américains, la perte de cette prééminence pourrait provoquer de l'inconfort, voire du désespoir. Mais d'un autre côté, il convient de reconnaître les avantages qu'il y a à être un pays ordinaire, comme n'importe quelle autre nation : personne ne s'attend à ce que le Canada, la France ou l'Italie envoient 40 000 soldats supplémentaires en Afghanistan, en plus des 68 000 qui y sont déjà et des 120 000 hommes en Irak. Personne non plus ne s'attend à ce que ces pays consacrent 925 milliards de dollars sur l'argent des contribuables à cette fin - ce que coûtent ces deux guerres, selon le National Priorities Project.

Une question demeure : Combien de temps encore persistera à Washington le sentiment que les Américains peuvent se permettre de financer leur rôle mondial, avec le maintien de bases militaires sur une bonne partie de la planète et la poursuite de guerres lointaines au nom de la sécurité mondiale, alors que l'économie américaine perd autant de terrain face à ses concurrents ? Tel est le dilemme auquel le président Obama et ses conseillers doivent se confronter dans ce monde transformé de l'année 2025.

Publication originale [TomDispatch](#), traduction Contre Info

Note administrateur site www.pcfbassin.fr

A cette analyse il conviendrait de compléter par une étude sur les évolutions en cours des positionnements (de plus en plus indépendant de l'empire) tant de la Turquie que du Japon